

Les socles de protection sociale

à la portée
de tous



Qu'entend-t-on par protection sociale?

À l'heure actuelle, trop de gens basculent dans la pauvreté aussitôt que leur santé, leur situation d'emploi ou leur situation familiale se détériore. Le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté et obligées de lutter pour survivre avec moins de 1,25 dollar par jour s'élève aujourd'hui à 1,4 milliards, soit approximativement 84 millions de plus qu'avant l'éclatement de la crise financière. D'après les estimations, 75% de la population mondiale a un accès insuffisant à la sécurité sociale ou en est totalement dépourvue. De nombreuses autres personnes risquent de glisser dans la pauvreté en raison de salaires insuffisants, du chômage, de maladies, de la vieillesse et d'autres conditions susceptibles de nuire à leurs moyens d'existence et à leur dignité, comme le changement climatique ou l'insécurité alimentaire. Pour répondre à cette crise humanitaire et aux inégalités criantes qui perdurent au niveau mondial, il nous faut étendre les garanties fondamentales en matière de protection sociale à un nombre plus grand de personnes et améliorer les systèmes de protection sociale existants.

La protection sociale a pour objet d'assurer aux hommes et aux femmes une sécurité de revenu minimale et l'accès aux services essentiels à travers les différentes étapes de leur vie. La protection sociale constitue un mécanisme primordial pour combattre les inégalités, en particulier les inégalités liées au genre et au revenu.

La protection sociale englobe les garanties suivantes :

► La sécurité de revenu, sous forme de différents transferts sociaux (en espèces ou en nature), notamment les pensions pour les personnes âgées et les personnes handicapées, les prestations pour enfants, les droits de maternité, les prestations à titre de soutien au revenu et/ou les garanties et les services d'emploi pour les sans emploi et les travailleurs et travailleuses pauvres ;

► L'accès universel à prix abordable aux services sociaux essentiels dans les domaines de la santé, de l'eau et de l'assainissement, de l'éducation, de la sécurité alimentaire, du logement et de tous autres services définis en vertu des priorités nationales.

En quoi la protection sociale rejoint-elle les objectifs de Rio + 20 ?

Rio +20, la Conférence des Nations unies sur le développement durable, Rio de Janeiro, 20-22 juin 2012, vise à insuffler un nouvel élan aux engagements pris à niveau mondial en faveur d'un modèle de développement durable, moyennant un nouvel ensemble de décisions et d'actions. Pour contribuer à la résilience à long terme des citoyens face aux crises multiples auxquelles s'affronte notre monde, Rio+20 doit marquer le tournant qui conduira à une augmentation exponentielle de la portée et des services de la protection sociale de par le monde.

C'est pourquoi les syndicats demandent qu'à Rio+20, les systèmes de protection sociale soient reconnus en tant que mécanismes indispensables pour construire la résilience et prôner le maintien et le renforcement des systèmes de protection sociale en place. Dans ce contexte, il est extrêmement important de faire la distinction entre une approche de protection sociale (basée sur des droits) et une approche de filet de sécurité sociale (basée sur des programmes de secours temporaires), de même que de veiller à ce que la protection sociale soit intégrée dans la stratégie de développement à long terme de chaque pays.

En quoi consiste le socle de protection sociale?

Le socle de protection sociale consiste en un ensemble de droits fondamentaux et de transferts en matière de sécurité sociale destinés à promouvoir les droits humains et à soutenir des niveaux de vie décents de par le monde. Les socles de protection sociale ont pour but d'étendre l'aide et la protection de base à toutes les personnes se trouvant dans le besoin.

Le socle de protection sociale devrait être établi en tenant compte des priorités et des ressources de chaque nation et devrait être conçu et mis en œuvre avec le concours de l'ensemble des partenaires sociaux concernés. Il devrait être appliqué au travers de la législation nationale et être progressivement rehaussé en fonction du niveau de développement économique de chaque pays. Le socle de protection sociale devrait figurer parmi les aspects-clés des programmes et des stratégies de développement des pays et devrait être étroitement lié aux politiques de promotion de l'emploi et de conditions de travail décentes. C'est dans ce cadre que l'Organisation internationale du travail (OIT) privilégie quatre garanties essentielles : L'accès aux soins de santé, aux prestations pour enfants, aux pensions à la retraite de base et le soutien au revenu pour les travailleurs et travailleuses pauvres, les sans emploi et les femmes enceintes. En 2012, l'OIT travaillera à l'élaboration d'une nouvelle norme internationale relative au socle de protection sociale. Il est important de reconnaître que l'OIT a mis au point plusieurs normes internationales dans le domaine de la sécurité sociale. La Convention de l'OIT n° 102 est la principale Convention dans ce domaine et devrait être ratifiée et mise en œuvre par tous les pays, parallèlement aux efforts visant à l'instauration d'un socle de protection sociale.



Dans le contexte de Rio+20, les syndicats appellent les chefs d'État et de gouvernement à mettre en pratique l'initiative du socle de protection sociale à l'horizon 2020 et à s'assurer que dans le contexte des discussions sur les Objectifs de développement durable, un engagement soit pris pour faire en sorte que les efforts correspondants à chaque «objectif» contribuent à la construction de systèmes de protection sociale forts.

Bons exemples

L'Allemagne, le Danemark et la Suède sont fréquemment mentionnés comme des États-providence exemplaires et sont salués pour leur capacité à faire face aux crises économiques. Il existe, par ailleurs, plusieurs exemples récents de pays en développement ayant introduit un socle de protection sociale ou, du moins, certains éléments s'y rapportant, généralement sous forme de programmes de transfert social et de mesures de soutien à l'accès universel aux soins de santé. Les études sur l'incidence des transferts sociaux de base dans 30 pays en développement ont montré que les mesures de ce type ont eu un effet supprimeur significatif sur la pauvreté et les inégalités. D'autre part, ces études ont mis en lumière les effets positifs notables des mesures liées au socle de protection sociale sur différents indicateurs de développement social, notamment le taux de scolarisation et l'état de santé et nutritionnel des personnes. Qui plus est, ces études mettent en exergue l'impact positif significatif de ces mesures en termes de renforcement de l'esprit d'entreprise au sein des ménages allocataires, aidant ces derniers à surmonter les obstacles à l'accès au marché et au crédit. Dans certains pays, les transferts en espèces ont aussi contribué à promouvoir l'égalité entre hommes et femmes par le renforcement du statut de la femme au sein des ménages et des communautés.

Des progrès sont en train d'être engrangés à l'échelon national dans un grand nombre de pays, notamment en Amérique latine. Par exemple au Mexique, où les transferts «Progresa/Oportunidades» ont réduit de 30% l'écart de la pauvreté, au Brésil, où les transferts «Bolsa Familia» ont réduit l'extrême pauvreté de 16% et au Chili, où le plan de pension sociale a contribué à réduire le nombre de ménages indigents de 11%.¹ En Inde, le Programme national d'emploi rural garanti (National Rural Employment Guarantee Scheme - NREGA) assure désormais 100 jours par an de revenu garanti à plus de 40 millions de foyers pauvres.

Protection sociale et inclusion

Il est démontré, avec force preuves, que les systèmes nationaux de protection sociale réduisent efficacement la pauvreté et les inégalités. L'Organisation des Nations unies décrit la protection sociale comme «le maillon manquant pour une mondialisation juste et inclusive».² Les socles de protection sociale contribuent à la redistribution de la richesse, au développement économique et social durables, à l'égalité entre hommes et femmes et à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement.³ Les socles de protection sociale peuvent contribuer au renforcement de la demande économique à niveau national et représente, dès lors, un puissant outil politique au service du développement social et économique, permettant de faire face aux crises et aux chocs économiques futurs.

Combien coûte le socle de protection sociale?

D'après les calculs de plusieurs agences des Nations unies, un socle qui garantit des transferts sociaux de base est globalement abordable en termes de prix, quelque soit le stade de développement économique du pays, et ce même si des financements ne sont pas encore disponibles partout.

Abordable: Certains pays comme le Salvador, le Bénin, le Mozambique et le Vietnam seraient à mêmes d'assurer un socle de protection sociale conséquent pour pas plus de 1 à 2% du Produit interne brut (PIB). Les pays à faibles revenus en Afrique et en Asie pourraient, quant à eux, garantir les éléments de transfert à un coût situé entre 2 et 6% du PIB. Certains transferts seraient encore moins coûteux. Ainsi, le Burkina Faso, l'Éthiopie, le Kenya, le Népal, le Sénégal et la Tansa-

nie, notamment, seraient en mesure d'assurer une pension de base universelle pour un peu plus de 1% du PIB.⁴ Au Brésil, le programme de transfert conditionnel en espèces «Bolsa Familia» couvre d'ores et déjà 46 millions de personnes pour un coût de seulement 0,4% du PIB.

Financé à l'aide de ressources nationales:

Les fonds destinés au financement d'un socle de protection sociale universel devront être étayés par les budgets publics existants et de nouveaux mécanismes de financement, y compris des recettes fiscales et des cotisations d'assurances supplémentaires.⁵ Les activités économiques informelles et non réglementées continuent de plomber les deniers publics et la protection sociale dans beaucoup de pays. Les entreprises et les travailleurs et travailleuses impliqués dans l'économie informelle ne paient généralement pas d'impôts et ne cotisent pas aux plans d'assurance de sécurité sociale. Ils ne sont généralement pas couverts par les réglementations publiques, la législation du travail et les prestations de sécurité sociale. La situation des travailleurs et travailleuses non déclarés doit être régularisée afin de leur assurer l'accès aux régimes de sécurité sociale et autres prestations sociales. Augmenter l'accès des travailleurs à la protection sociale et générer des recettes indispensables au financement de telles mesures est une des stratégies pour la régularisation de l'économie informelle. Bien qu'il s'agisse d'un processus de longue haleine, l'attention est attirée sur le besoin d'étendre la protection sociale aux personnes actuellement impliquées dans le marché du travail informel. Les gouvernements nationaux se doivent d'accorder la priorité à la mise en œuvre des socles de protection sociale maintenant !

La réforme fiscale, y compris l'application des règles relatives à l'évasion fiscale et la mise en œuvre d'un système de taxation progressive pourraient contribuer à accroître considérablement les recettes publiques. Nombre de pays en développement dotés d'importantes ressources naturelles pourraient aussi appliquer des législations fiscales pour augmenter leurs recettes provenant de redevances, lesquelles pourraient servir au financement des programmes de protection sociale.

Apports de fonds internationaux au bénéfice des socles de protection sociale

Certains pays pourraient, dans un premier temps, nécessiter un financement extérieur envers l'établissement de leur socle de protection sociale. Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et les banques régionales de développement devraient accorder la priorité aux prêts et subventions destinés à telle fin. Le Fonds monétaire international (FMI) devrait œuvrer en collaboration avec le BIT à la formulation de politiques fiscales destinées au financement de socles de protection sociale dans tous les pays, y compris les moins avancés. D'autre part, si tous les pays riches remplissaient leur engagement de consacrer 0,7% de leur PIB à l'aide au développement, il n'y aurait pas de carence de fonds pour la protection sociale.⁶ De nouvelles sources internationales de recettes telles que la taxe sur les transactions financières (TTF) pourraient également contribuer au financement de la protection sociale dans les nations les plus pauvres du monde.

Plus d'informations concernant le socle de protection sociale

Rapport ONU 2011: Un socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive.

http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_165750.pdf.

Le socle de protection sociale. <http://www.ilo.org/public/english/protection/spfag/index.htm>.

L'initiative de l'ONU pour un socle de protection sociale. <http://library.fes.de/pdf-files/iez/07814.pdf>.

Site web du Groupe de consultation sur le socle de protection sociale, 2011.

<http://www.ilo.org/public/english/protection/spfag/index.htm>.

Le socle de protection sociale est essentiel pour faire face aux crises et à l'instabilité sociale.

http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/press-and-media-centre/news/WCMS_166297/lang--fr/index.htm

Étendre la sécurité sociale à tous, 2010.

<http://www.socialsecurityextension.org/gimi/gess/RessFileDownload.do?ressourceld=16152>.

Informations complémentaires à propos de la protection sociale et du développement durable

Document de fond pour le dialogue de Madrid – Un nouveau paradigme pour l'emploi, l'inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté dans un monde durable, 2011. http://www.sustainlabour.org/documentos/madriddialogue_discussiondocument_final-2.pdf

1. Michael Cichon, Christina Behrendt and Veronika Wodsak, The UN Social Protection Floor Initiative, Friedrich Ebert Stiftung, January 2011), p. 7 (tableau 1).
2. Kevin Cassidy, "Un socle de protection sociale pour une mondialisation juste et inclusive", Bureau international du travail, 2011: http://www.ilo.org/global/publications/ilo-bookstore/order-online/books/WCMS_165750/lang--en/index.htm.
3. Michael Cichon, Christina Behrendt and Veronika Wodsak, The UN Social Protection Floor Initiative, Friedrich Ebert Stiftung, 2011, p. 6.
4. Michael Cichon, Christina Behrendt and Veronika Wodsak, The UN Social Protection Floor Initiative, p. 9.
5. <http://www.ilo.org/gimi/gess/ShowTheme.do?tid=1321>.
6. Jusqu'à présent seuls quelques pays remplissent leurs engagements.